

ou mieux *Sofia*, 90 000 hab., est desservie par la voie ferrée de Vienne à Constantinople.

Ferdinand I, de Saxe-Cobourg, né en 1861, avait été élu prince de Bulgarie en 1887. Son coup d'Etat récent fut suivi d'un autre, qui sans doute était concerté, car le prince revenait de Vienne, où il avait été reçu en souverain.

ANNEXION DE LA BOSNIE. — En effet, en octobre, l'empereur-roi d'Autriche-Hongrie et son double gouvernement saisirent cette occasion pour déclarer purement et simplement à la Turquie : 1^e que la *Bosnie* et l'*Herzégovine*, occupées par les troupes autrichiennes depuis trente ans, en vertu du traité de Berlin, sont dorénavant annexées à la monarchie austro-hongroise ; 2^e que, en compensation, le district de *Novi-Bazar* sera immédiatement restitué à l'empire ottoman.

Voyant que les choses marchaient si bien, la principauté de Crète déclarait s'annexer à la Grèce, qui acceptait avec enthousiasme, sauf le consentement des puissances.

D'autre part, la petite principauté de l'île *Samos* voulut rompre toute attache à la Turquie, mais sans succès.

Ces actes importants semblaient tout d'abord avoir été acceptés d'avance par les puissances signataires du traité de Berlin, en 1878 ; mais, peu à peu, dans les mois de novembre et de décembre, les oppositions se manifestèrent, aussi bien dans la diplomatie que dans les populations.

En effet, la Serbie et le Monténégro réclamèrent un agrandissement aux dépens du district de *Novi-Bazar*, puis l'indépendance même de leurs sœurs slaves annexées. La Russie protesta au nom du principe des nationalités ; — l'Angleterre, au nom du respect des traités ; — l'Italie, au nom de ses intérêts dans l'Adriatique et en Albanie ; — la Turquie, au nom de ses droits de possessions, etc.

L'Allemagne, après avoir soutenu la Turquie, se déclara pour l'Autriche ; la France se tint prudemment dans l'expectative.

De toutes parts, les populations musulmanes boycottèrent les marchandises autrichiennes, et les débardeurs de Salonique et de Constantinople refusèrent d'en décharger les navires.

Telle est, en ce moment (24 décembre), la situation très compliquée. Pour régler tous ces différends, il faudra sans doute